

L'Humanité



le Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi 1er
mars 1977

No 635

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Réforme contre révolution

OPERATION J. J. S. S. 77

A grand renfort de presse, télévision et radio, Giscard d'Estaing vient de lancer son opération «Servan Schreiber» en confiant à l'ancien ministre des «réformes» une «mission concernant les "réformes" à apporter aux problèmes nouveaux qui se posent à la société française». Mais de quoi s'agit-il donc ?



Ces soi-disant «nouveaux problèmes», Giscard en a parlé dans «Démocratie française» en disant qu'ils sont de trois sortes : «les uns concernent les rapports entre les groupes sociaux ; les autres la place de l'individu dans la société ; le dernier intéresse la société elle-même puisqu'il s'agit de sa vitalité démographique».

Derrière ce baratin il s'agit pour Giscard de mettre en route la grande idée, qu'il s'imagine nouvelle, de son septennat : la réforme contre la révolution ? Ce n'est pas un hasard s'il avait créé un ministère des réformes, ce n'est pas un hasard s'il a accusé Chirac, lors du départ de celui-ci, de saboter sa politique de réformes ; la réforme que Servan Schreiber écrit, lui, avec un R majuscule, c'est la clé de voûte du «giscardisme».

L'objectif est fondamentalement d'essayer d'enrayer l'explosion révolutionnaire inévitable par des mesures et des promesses illusoires. Le but c'est aussi en fai-

sant une politique social-démocrate, de faire l'économie du «Programme commun» et de casser l'Union de la gauche. D'ailleurs, en écoutant Servan Schreiber on a à peu de choses près l'impression d'entendre un vieux social-démocrate. Le 30 août 1976, il écrivait par exemple, à propos d'E. Maire et de la lutte contre l'inflation «dont il (E. Maire) reconnaît la nécessité :

Suite P.3

NOTRE PRESSE CHANGE

Lire en
pages 4 et 5
l'article de
Jacques Jurquet
et
Suzanne Marty

Italie

Le gouvernement et le PCI en accusation



Les étudiants montant à l'assaut du car des révisionnistes italiens à l'Université de Rome.

Le mouvement étudiant en Italie se renforce et s'approfondit dans la lutte contre tous ses ennemis (ceux de droite ou de «gauche»). Samedi a débuté à Rome le Congrès des «Universités en lutte». Ce congrès se tient dans la faculté d'économie et de commerce de Rome, à quelques dizaines de mètres de l'Université de Rome occupée depuis jeudi par les flics venus à la rescousse des révisionnistes contre les étudiants. Plus de quatre mille délégués, venus de toutes les universités occupées depuis plus de trois semaines par les étudiants, participent à ce

congrès dont l'objectif est de mettre au point une plate forme politique et revendicative commune.

Le mouvement de grève est parti du Sud de l'Italie, à Palerme, en Sicile, début février, puis s'est développé et touche maintenant toute l'Italie.

Le mouvement est provoqué par le chômage qui guette les étudiants à la fin de leurs études et par un projet de réforme du type réforme Soissons, qui ne fait qu'aggraver la sélection.

Suite P.2

LES TROIS MONDES

La Révolution mondiale, la destruction du système impérialiste mondial, tel est l'objectif des communistes du monde entier. Mais, on ne peut avancer vers la réalisation de cet idéal si l'on n'a pas une vue claire de la situation dans le monde actuel.

Sans une telle analyse de la situation mondiale, on frappe au hasard, sans être en mesure de savoir contre qui les peuples du monde doivent porter l'essentiel de leurs coups, avec quelles forces on doit s'unir, quelles contradictions entre les ennemis doivent être mises à profit. Il s'agit de faire ce que Lénine appelait l'analyse concrète, d'analyser la réalité du monde actuel à partir du point de vue révolutionnaire du prolétariat.

C'est à une telle analyse que s'est livré le président Mao Tsé-toung lorsqu'en 1974 il a défini la situation mondiale actuelle comme étant caractérisée par l'existence de trois mondes. Et c'est cette analyse qui guide les communistes marxistes-léninistes de France pour apprécier la situation internationale actuelle.

Suite P.8

LE TIERS MONDE SE CONCERTE

La 28e session du Conseil ministériel de l'OUA se tient actuellement à Lomé. Le soutien de toute l'Afrique aux combattants d'Afrique Australe a tenu une place de premier plan dans ses discussions.

Par la voix de son secrétaire général, l'OUA a réaffirmé la nécessité de la lutte armée pour parvenir à la libération de l'Afrique Australe.

OUA : Toute l'Afrique se mobilise aux côtés des combattants de la liberté

«La voie pacifique pour le transfert du pouvoir au peuple zimbabwe (Rhodésie) a-t-il déclaré, est bouchée. Il n'est pas question d'offrir à la clique raciste de Ian Smith la possibilité de récupérer, avec la complicité de quelques fantômes, les conséquences logiques de la règle de la majorité.»

Dans les circonstances actuelles, les négociations ne peuvent aboutir qu'à des concessions équivalentes à des compromissions ou à la trahison de l'aspiration du peuple zimbabwe. L'intensification de la lutte armée constitue le seul gage pour un réel transfert du pouvoir.

Évoquant l'Afrique du Sud, il a déclaré que «la libération de la Rhodésie, si elle ne préparait pas la libération de l'Afrique du

Sud, serait une libération atrophée. En Afrique du Sud même, l'heure de la vérité a sonné. La lutte pour la libération de la Namibie se situe dans la même logique».

Le secrétaire général Eteki a ensuite rendu hommage aux pays «de première ligne» (frontaliers de l'Afrique du Sud) «pour les sacrifices qu'ils consentent et les dangers auxquels ils s'exposent en raison de leur soutien aux différents mouvements de libération». Il a enfin appelé tous les États de l'OUA à s'engager et à se préparer «de manière à constituer une force de dissuasion contre les agressions éventuelles».

A cette même session, le Conseil de l'OUA a décidé la création d'un fonds de solidarité pour aider les États nouvellement indépendants ainsi que ceux qui seraient victimes de calamités naturelles. Ce fonds représente 1/5 du budget de l'OUA et s'élève pour l'exer-

cice 77/78 à 9 millions de dollars américains. Il a pour objectif de réduire la dépendance économique et politique des pays du continent africain à l'égard de l'impérialisme et du social-impérialisme en accentuant la solidarité inter-africaine.

Les ACP étudient les modalités de stabilité des prix des matières premières

Ces jours-ci se tient également à Kampala, le douzième Conseil des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) associés à la Communauté économique européenne. Les ministres du commerce des 52 pays membres ont consacré une large part de leurs travaux à la préparation de la future réunion commune ACP-CEE qui doit se tenir en avril prochain aux îles Fidji. Les discussions portent principalement sur les problèmes du thé, du sucre

et du café, ainsi que sur la procédure «Stabex» de la Convention de Lomé, qui prévoit certaines garanties de stabilité des prix en faveur des pays exportateurs de ces matières premières.

Une position commune pour la commercialisation de l'étain

Enfin, les trois premiers producteurs mondiaux d'étain - la Malaisie, la Bolivie et l'Indonésie - ont adopté jeudi une position commune sur la commercialisation de ce métal, au cours d'une réunion au niveau ministériel.

Dans un communiqué commun, les trois pays affirment leur volonté de voir s'établir une procédure de révision périodique des prix de l'étain.

Autant de victoires du tiers-monde uni pour en finir avec l'ordre impérialiste du monde.

ITALIE : LE GOUVERNEMENT ET LE PCI EN ACCUSATION

Suite de la page 1

Rapidement le mouvement a clairement démasqué ses ennemis : que ce soit le gouvernement appelé «gouvernement des abstentions» ou bien son plus ferme soutien «les révisionnistes membres du PCI qui sont les plus fervents défenseurs de la politique d'austérité de la bourgeoisie italienne. Les révisionnistes italiens taxés de libéralisme, se sont révélés comme les pires

sociaux-fascistes lorsqu'ils ont attaqué, Lama en tête (le Ségué italien), à la matraque, les étudiants en grève, appelant ensuite les flics pour se protéger des étudiants. Aussi les étudiants qui n'ont pas la mémoire courte, tolèrent les révisionnistes dans leurs assemblées à titre individuel. On peut supposer qu'ils ne tarderont pas à les exclure carrément.

Semaine anti-impérialiste

dédiée au Président Mao-Tsé-Toung le plus grand révolutionnaire de notre époque

DU 26 FEVRIER AU 5 MARS

à la Cité Internationale bd Jourdan

Métro Cité universitaire

La semaine anti-impérialiste a commencé le samedi 26 février. Cette première journée a déjà connu un grand succès. Après l'hommage rendu au Président Mao Tsé-toung, a été projeté le film «L'Orient rouge». Le soir, des messages de soutien ont été apportés par l'UCJR, La JCMLF et l'Humanité rouge. La soirée s'est terminée par la projection d'un film sur le Pérou, suivie d'un débat.

Pour contribuer à son plein succès dans les jours qui viennent, nous appelons les camarades et amis à s'y rendre nombreux.



SOUTENONS LA LUTTE DES PEUPLES et LEURS JEUNESSES CONTRE L'IMPERIALISME, LE SOCIAL-IMPERIALISME, LE FASCISME, LE SIONISME, LE RACISME, LE COLONIALISME, LE NEO-COLONIALISME, L'HEGEMONISME et LA REACTION !

LUNDI 28 FEVRIER (MAISON D'ITALIE)
A 20 h

Interventions : de l'UGET-CSP (Tunisie), du MIL, sur la grève des mineurs de Bolivie.

Film : «Un peuple héroïque» sur la guerre populaire de libération du Kampuchea - Intervention et débat.

MARDI 1er MARS
(MAISON DE NORVEGE)
DE 15 h A 23 h

Interventions : de l'UNEECI (Côte d'Ivoire), de l'UNECA (Centre Afrique), de l'Association médicale franco-palestinienne. Film et débat sur la Palestine.

Grèves en Angola

Des mesures «d'urgence et d'exceptions» ont été prises pour réorganiser l'administration du port de Luanda à la suite «d'actes d'indiscipline dans le travail et d'actions contre-révolutionnaires et de sabotage» indique un arrêté du président angolais publié jeudi dernier par le «journal de Angola».

Aux termes de cet arrêté, le port de Luanda passe sous la dépendance directe du premier ministre et son directeur est remplacé par un officier des Forces armées. Aucune précision n'est fournie par la presse sur «l'agitation» incriminée. Il semble bien qu'elle désigne des grèves qui auraient éclaté à plusieurs reprises dans le port de Luanda, secteur important de l'activité économique. Déjà, au mois de juillet dernier, de graves incidents y avaient éclaté, à la suite de la mutation d'un travailleur.

Comme tout le peuple angolais, les travailleurs du port de Luanda souffrent des difficultés économiques engendrées par l'économie de guerre développée par le gouvernement angolais face à la pression et l'ingérence de l'URSS et de ses mercenaires cubains.

Manifestations

d'étudiants à Tunis

Des étudiants ont manifesté jeudi par petits groupes en différents points de Tunis, brisant des vitrines du Centre culturel américain, et lapidant les véhicules des forces de l'ordre.

Ils manifestaient parce que 6 de leurs camarades seraient morts à la suite des heurts qui se sont produits lundi dernier, à la cité universitaire du Bardo, à Tunis, avec les forces de l'ordre. Au cours de ces manifestations, les étudiants protestent non seulement contre leur propre situation mais aussi contre la misère et la répression que le régime de Bourguiba impose à l'ensemble du peuple tunisien.

Tchécoslovaquie

Nouvelles arrestations

Deux nouvelles personnes ont été arrêtées en Bohême du Nord pour avoir distribué des exemplaires de la «Charte 77» et ont été inculpées d'incitation à l'émeute. Il s'agit de Vladimir Lastuvka, ingénieur physicien de 35 ans et de Ales Machacek, technicien agronome, âgé de 30 ans. Trois autres signataires de la Charte, Vaclav Havel, Jiri Lederer et Frantisek Pavlicek arrêtés le 14 janvier dernier, sont accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État.

Les licenciements politiques se poursuivent également : Jiri Olt, 22 ans et Peter Ouda, 25 ans, jeunes ouvriers slovaques de Teplice ont été brutalement licenciés pour avoir envoyé, à un journal régional, une lettre protestant contre le ton des articles à l'égard de la Charte et de ses signataires.

Manifestations paysannes en Espagne

Des milliers de tracteurs ont bloqué jeudi la circulation sur les routes des provinces espagnoles de Navarre et de Logrono. Les agriculteurs de ces provinces (où se trouve la fameuse région vinicole «La Rioja»), ont ainsi décidé d'imiter les agriculteurs de la région de Ponferrada (province de Léon) où, lundi dernier, 8 000 agriculteurs avaient bloqué les routes avec 400 tracteurs pour protester contre la mévente de la pomme de terre dans leur région (40 000 tonnes invendues sur un total de 70 000 tonnes produites.)

Des effectifs importants de la Garde civile surveillent les concentrations paysannes des provinces de Navarre et de Logrono. Lundi dernier, 2 agriculteurs avaient été grièvement blessés à Ponferrada au cours de heurts entre les agriculteurs et la Garde civile.

**QUAND VOUS AVEZ LU
LE QUOTIDIEN
FAITES-LE LIRE AUTOUR
DE VOUS**

nouvelles intérieures

MUNICIPALES

SONDAGE
ET
BATAILLE
DE
REQUINS !

Un sondage Sofres-Nouvel Observateur crée bien des remous dans le petit monde des salons parisiens.

Selon le sondage, la «gauche» l'emporterait face à Chirac (51 % contre 49 %) mais d'Ornano aurait lui une chance de vaincre la «gauche» (52 % contre 48 %).

Nous ne sommes pas de ceux qui croient à l'«objectivité scientifique» des sondages. Mais les réactions que celui-ci suscite méritent notre attention.

Tous les bourgeois favorables à d'Ornano en ont profité pour régler un peu plus leurs comptes avec Chirac. Cela va de Charbonnel à Lecanuet en passant par Taitinger. Chirac de son côté a déclaré : «La conquête de Paris annoncerait pour 1978 une victoire des partis du Programme commun.»

A «gauche» on ne se sent plus de joie : ça approche ! Sarre, candidat PS, après avoir souligné «la gauche peut gagner», a précisé qu'en ce cas, la mairie reviendra au PS.

Car dans ces milieux-là quand on sent venir la victoire, on essaie d'en arracher le plus possible au partenaire. Les marchandages sont durs : entre le PCF et le PS ça se tire dans les jambes à Marseille, à Lille, à Rouen, etc. Dans la mêlée, Charbonnel (gaulliste d'opposition) refait ses avances à l'Union de la gauche.

Quel panier de crabes ! C'est vraiment du beau monde ! Et tout cela se fait au nom des intérêts des travailleurs et de la nation... Ces luttes entre gens du même monde montrent bien à quel point de pourrissement en est arrivé l'électoralisme bourgeois !

KRIVINE
S'HABILLE
EN ROUGE !

Samedi soir, Krivine et Laguiller sont allés se montrer un peu du côté de Rouen, histoire de soutenir une liste électorale regroupant la LCR, LO et l'OCT ; bref ce qu'on fait de mieux dans le genre «je soutiens l'Union de la gauche sans en avoir trop l'air».

Krivine avait mis sa plus belle casquette rouge. Il faut «mener campagne pour le socialisme» a-t-il déclaré. Ce qu'il faut avoir le culot de dire quand on se propose de gérer les municipalités, rouages du capitalisme !

Il a même osé proclamer : «Le Programme commun ne peut ni résoudre la crise, ni établir le socialisme». Mais c'est une phrase très à gauche, ça, dites donc ! Dans ce cas-là pourquoi voter Union de la gauche au second tour ? On vous explique : «l'alliance du PCF et du PS avec les Radicaux de gauche correspond à une volonté de trouver des alliés dans la bourgeoisie». Ce qui veut dire que les Marchais et Mitterrand, ne font pas partie, eux, de la bourgeoisie... Il s'est bien repris, Krivine, non ? Comme vous le voyez, les trotskistes, c'est comme les chats : quand ils sautent, ils retombent toujours sur leurs pattes. Jusqu'au jour où...

Le recel de déserteurs
considéré comme un crime

Jean René Quinard était sergent dans l'Armée de l'air. Engagé à 15 ans et demi pour 7 ans, il est déserteur depuis septembre 76 après avoir accompli plus de 6 ans et demi de son contrat.

Depuis il parcourt la France en dénonçant les longs contrats que signent des adolescents sans savoir ce qui les attend, et sans qu'ils aient la possibilité de les rompre, sinon qu'en faisant des «bêtises» ou en passant par l'hôpital psychiatrique. Jean René Quinard avait lui-même demandé la rupture de son contrat par la voie hiérarchique, il y a 2 ans, sans succès.

Le mercredi 16 février 77 à 16 h, deux officiers de police judiciaire et la Gendarmerie se sont présentés au domicile de Jacques Le Roux, Robert Bian et Fanch Henaff à Saint-Urbain près de Landernau, pour perquisitionner en vue de trouver Jean René Quinard.

Seul Jacques était présent. N'ayant pas trouvé l'ex-militaire, ils ont embarqué le civil. Après un interrogatoire à la Gendarmerie de Daoulas, Jacques est placé en garde à vue et emmené à Brest où il passe la nuit.

Le jeudi 17, à 10 h 30 au Palais de justice, il est présenté au substitut du Procureur pour «recel de déserteurs» délit qui couvre l'hébergement ou toute forme d'aide ayant permis à un déserteur de se soustraire à la justice. Interrogé puis ramené à la Gendarmerie il revient à 15 h au Palais de justice où le substitut du Procureur lui déclare qu'il n'y aura pas de poursuite contre lui.

Interrogé puis ramené à la Gendarmerie il revient à 15 h au Palais de justice où le substitut du Procureur lui déclare qu'il n'y aura pas de poursuite contre lui.

A 16 h 30, le même jour, le substitut du Procureur et un assistant, les 2 officiers de police de la Gendarmerie et Jacques vont à Saint-Urbain pour une seconde perquisition. Celle-ci durera 1 h 1/2 et des documents concernant Jean René Quinard et son soutien sont saisis, tel que sa lettre au Ministre des Armées, le livre dédié de Jean Toulat «les grévistes de la guerre», des affiches de l'Union pacifiste, etc.

Ont également été saisis des documents n'ayant rien à voir avec Jean René Quinard comme le compte-rendu d'une réunion du Comité antinucléaire de Landernau, comme le carnet d'adresses de Jacques.

Nous sommes solidaires de la lutte de Jean René Quinard et nous demandons l'abolition des tribunaux d'exception que sont la Cour de sûreté de l'État et les TPFA car ils portent atteinte aux libertés par ces perquisitions et interrogatoires qui deviennent fréquents, surtout en Bretagne.

Jacques Le Roux
Robert Bian
Fanch Henaff

Réforme contre révolution

OPERATION J. J. S. S. 77

Suite de la P.1
«Quand on lui dit la France vit au-dessus de ses moyens, il (E. Maire) répond : quelle France vit au-dessus de ses moyens ? Personne ne contestera que sur ce point il ait raison...»

Et Servan-Schreiber poursuivait :

«Le leader syndical, comme tous ceux qui donnent priorité au salut collectif sur le maintien des privilèges en sont arrivés à la même conclusion, que vient de confirmer une étude statistique de l'OCDE : il n'y aura pas d'accord social tant que la France sera le pays le plus inégalitaire de l'univers industriel, en même temps que celui où l'évasion fiscale est la plus développée.»

Le sens de la «Réforme» dès lors est clair il s'agit de «réduire» les inégalités sociales... car le problème No 1 c'est les rapports entre les groupes sociaux c'est-à-dire la lutte des classes. Il s'agissait donc

de réduire les «inégalités sociales» entre ceux qui détiennent le capital et la propriété des moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre. Il est aisé de comprendre que, tant qu'on ne supprime pas radicalement cette «inégalité» là, toute prétendue réduction des inégalités n'est que du vent. La loi qui guide les capitalistes par delà la volonté propre de tel ou tel individu c'est la loi du profit maximum, et cette loi signifie l'exploitation maximum des travailleurs.

Quelle égalité peut-il y avoir entre celui qui vit dans la crainte d'être jeté sur le pavé et celui qui place ses capitaux là où ils sont les plus rentables, ou qui licencie «son» personnel pour ne pas voir ses profits diminuer ?

La suppression d'une telle inégalité et de toutes les inégalités qui lui sont liées ne peut se faire sans l'ex-

propriation des capitalistes et l'exercice de la dictature prolétarienne contre la bourgeoisie. Les politiciens bourgeois n'ignorent pas cette menace qui, inévitablement, deviendra, un jour, réalité.

Alors, ils se démenent pour trouver un remède à cette «terrible» dictature du prolétariat qui traitera radicalement le problème de l'inégalité, et ça donne le «Programme commun» ou encore «d'audacieuses réformes» à la Servan-Schreiber dont voici un avant-goût : «Impôt sur le capital (cette pratique est ancienne en Allemagne Fédérale et le capital monopolier ne s'en porte pas plus mal)

«Réforme de l'impôt sur les successions qui serait progressif comme dans tous les pays modernes» (Servan Schreiber).

«Publicité généralisée des déclarations de revenus...»

«Codification de la négociation dans l'entreprise».

«Transformation des sub-

ventions de l'État aux entreprises en participation»

«Transfert d'un tiers du budget de l'État aux Régions».

«En ce qui concerne l'emploi Servan-Schreiber prend la précaution de prévenir : «Il n'y a pas de solution miracle. Mais, ajoute-t-il, il y a une voie vers une amélioration progressive et continue : charger dans

chaque région, les élus, les entrepreneurs et les syndicats, de s'organiser en «Comités pour l'emploi»...

Voilà un aperçu de quelques réformes imaginées par JJSS ; le moins qu'on puisse dire, c'est que ce grand bourgeois ne connaît pas mieux que Giscard les travailleurs de France s'il s' imagine que de tels hochets arrêteront leur colère

contre le système ; tout au plus les politiciens du Programme commun se sentiront-ils volés de quelques unes de leurs idées... En résumé il n'y a pas là de quoi fouetter un chat et l'opération Servan-Schreiber est avant tout publicitaire, surtout quand on ajoute pour conclure que ce grand Réformateur a pour modèle les États-Unis.

SAMEDI 19 MARS

MANIFESTATION
COMMEMORATION DE
LA COMMUNE DE PARIS

10 H, PLACE DE LA BASTILLE

MEETING

NI PLAN BARRE,
NI PROGRAMME COMMUN

14 H, MUTUALITE

RECULER POUR MIEUX AVANCER

Le bilan de «l'Humanité-nouvelle», dont le premier numéro (alors mensuel) parut en février 1965, et de l'«Humanité rouge», dont le premier numéro (alors hebdomadaire) parut le 20 février 1969 est positif. Comme tout bilan, il résulte de la comparaison entre résultats négatifs et résultats positifs. Affirmer que ces derniers l'emportent sur les premiers n'implique en aucun cas, bien au contraire, que nous devions ignorer les insuffisances et les erreurs. En vérité, depuis 1965, nous n'avons réussi à progresser qu'en portant sans cesse la plus grande attention à toutes les difficultés rencontrées. Nous n'avons amélioré l'efficacité de la presse marxiste-léniniste et de la pensée-maoïstetoung qu'en nous acharnant à discerner correctement les échecs en vue d'agir concrètement pour les surmonter.

Du mensuel 16 pages édité au début, nous sommes parvenus aujourd'hui au quotidien de 8 pages paraissant cinq fois par semaine. De 1 500 à 2 000 exemplaires vendus chaque mois en 1965 nous sommes passés à une vente quotidienne actuelle variant de 3 000 à 4 000 exemplaires, soit à un total de 60 à 80 000 exemplaires vendus en un mois.

Pourtant nous allons devoir réduire, provisoirement, le nombre de pages de «l'Humanité rouge», qui ne paraîtra plus que sur 4 pages au lieu de 8.

Comme nous allons l'exposer un peu plus loin, cette mesure, assortie d'autres initiatives correspondant à des propositions venues de militants de base et de lecteurs, consiste à «reculer pour mieux avancer» par la suite. Mais, parlons d'abord de notre journal, pour bien fixer sa place, sa signification et sa portée actuelles.

Notre quotidien constitue le support indispensable de la ligne idéologique et politique des communistes marxistes-léninistes de France. Selon la formule employée par différents journaux qui défendent les intérêts de classe de la bourgeoisie, «l'Humanité rouge» est «proche du Parti communiste marxiste-léniniste de France». Sur ce point, en effet, «Le Monde» et d'autres organes expriment une réalité. Et cela mérite quelques précisions.

L'illégalité du PCMLF ne résulte que d'une grave illégalité de la bourgeoisie au pouvoir, qui a décrété son interdiction en invoquant des arguments dénués de tout fondement et en utilisant un décret-loi du gouvernement de Front populaire de 1936 destiné à détruire, fort légitimement, les ligues fascistes de l'époque. L'appel au Conseil d'Etat interjeté par nos soins contre l'application à notre Parti de ce décret datant de la 3e République a été rejeté «en la forme» et «sur le fond». Nos avocats de l'époque, qui sont d'ardents défenseurs des «libertés» dans la cadre de l'active propagande électoraliste de «l'Union de la gauche», notamment Maître Badinter, nous ont informés en 1969 que, sur demande du ministre de l'Intérieur Marcellin (un élève de Jules Moch), le PCMLF avait été considéré comme une «ligue armée». Et, de surcroît, par quel mystère, que notre recours était «hors délai» ! (A qui la faute ? Pas à nous en tout cas !). Des preuves établissant que le PCMLF était «armé» ? Aucune naturellement, en dehors de la réaffirmation fondamentale et publique de la théorie élaborée par Marx, Lénine, Mao Tsé-toung, d'après laquelle l'Etat constitue l'instrument de la domination d'une classe sur une ou plusieurs autres classes sociales, ce fait impliquant que «le pouvoir est au bout du fusil» et que «la Révolution prolétarienne détruit l'Etat bourgeois».

Faut-il que la simple perspective de voir la classe ouvrière disposer de nouveau d'un parti indépendant

de ceux de la bourgeoisie, d'un parti bien à elle, dirigé par elle, défendant ses intérêts de classe, hante la bourgeoisie (de droite, du centre ou de gauche) pour que tout ce beau monde politicien n'élève pas la moindre protestation contre une aussi évidente violation de la liberté d'opinion pourtant inscrite dans la légalité démocratique bourgeoise ! Maître Badinter, adhérent du Parti socialiste sauf erreur, a consacré un ouvrage aux «libertés», mais vous pourrez y chercher la moindre référence ou allusion à la cause dont nous l'avions pourtant chargé naguère devant le Conseil d'Etat par l'entremise de Maître Henri Leclerc. Le PCMLF ? Maître Badinter connaît pas !

Donc, en vertu de l'illégalité de la bourgeoisie déçagée par la «droite» avec la bénédiction et la complicité de la «gauche», «l'Humanité rouge» reste et restera seulement «proche du Parti communiste marxiste-léniniste de France», auquel, soit dit en passant, toute légalité aurait été accordée s'il avait accepté, changeant de sigle, de se soumettre délibérément au constant et perpétuel contrôle des différents organes policiers de l'Etat bourgeois.

N'est-ce pas là souligner toute l'importance historique, idéologique et politique de notre quotidien ?

Or, «l'Humanité rouge» rencontre des difficultés nombreuses, souvent indissociables, qui découlent de circonstances objectives, mais aussi des réactions subjectives de certains camarades (qui ne sont pas forcément étrangères à des erreurs passagères dans les méthodes de direction). Les conditions objectives ? Elles résultent d'une formule journalistique qui ne peut s'adapter efficacement à la diffusion militante, mais qui doit être réservée essentiellement à la diffusion dite «commerciale», c'est-à-dire passant par les canaux du monopole de la distribution de la presse en France, les NMPP.

Quand autrefois «l'Humanité» (aujourd'hui «blanche») défendait encore les intérêts de classe de la classe ouvrière, elle se trouvait soumise aux mêmes tourments. Elle ne disposait d'aucun moyen utile pour exiger la distribution susceptible de satisfaire les besoins des travailleurs. C'est là le lot actuel de «l'Humanité rouge» : nous ne pouvons même pas fixer nous-mêmes la provision d'exemplaires que nous désirons voir dans chaque kiosque de province, le dépositaire ou sous-dépositaire régional fait un peu ce qu'il veut : quand il ne s'agit pas d'un révisionniste, qui n'hésite pas à saboter (ou faire saboter, mine de rien, par les manutentionnaires affiliés à la CGT), s'il s'agit d'une personne «apolitique», notre faible impact commercial ne l'intéresse pas. Et cette situation se répercute jusqu'au niveau des kiosques. N'avez-vous jamais entendu une voix rébarbative vous répondre que son kiosque «ne vend pas ce journal» ? ou n'avez-vous jamais vu un honnête kiosquier chercher et rechercher pendant un bon moment l'exemplaire que vous lui avez demandé, mais qui ne figure pas à l'étalage... parce que «Le Figaro» ou «l'Humanité», ou «le porno» ça se vend mieux ?

Mais il y a aussi les réactions subjectives de certains camarades, pourquoi le cacherions-nous ? Lassés de cette bataille trop souvent perdue, ils abandonnent et insensiblement, glissent sur des positions sous-estimant l'importance idéologique, politique, organisationnelle et propagandiste du quotidien. Certains déclarent qu'on pourrait se satisfaire d'un simple hebdomadaire, d'autres affirment qu'HR ne leur apporte rien,

ne contribue pas à les aider dans leurs luttes, etc.

Nous voulons tenir compte de toutes ces réalités : les circonstances objectives, les points de vue des camarades, que nous, dirigeants, n'avons pas suffisamment aidés ni informés. Voilà pourquoi «l'Humanité rouge» tiendra bientôt une large assemblée avec tous les militants intéressés à son développement, de la région parisienne comme de province.

Précédant cette réunion où chacun pourra et devra s'exprimer démocratiquement, une expérience, déjà voulue par nombre de camarades, sera mise en œuvre : en voici les principales dispositions :

A partir du mois de mars, une édition spéciale bi-mensuelle, sera publiée et exclusivement destinée à la diffusion militante. Comportant au minimum 16 pages d'un format plus petit que le quotidien, cette édition comportera un contenu différent plus approprié aux larges masses populaires. Son prix, qui n'est pas encore fixé, sera réduit au minimum possible.

Pourquoi «un bi-mensuel» et non pas un hebdomadaire ? Parce que notre expérience nous a largement prouvé que cette formule remporte des résultats de diffusion bien meilleurs d'une part, facilite la tâche des diffuseurs, y compris pour leurs règlements financiers à notre administration d'autre part. Révérons aussi qu'en l'état actuel de nos forces rédactionnelles, d'impression et d'administration nous ne pourrions pas assumer le lancement d'un hebdomadaire, tout en maintenant le quotidien.

Naturellement, cette expérience permettra de faire apparaître des mesures permettant d'améliorer la formule initiale. Déjà quelques camarades informés disent «qu'il faudrait combiner le bi-mensuel avec le quotidien, c'est-à-dire confondre le premier avec l'édition du quotidien un jour par semaine...». Nous verrons à partir de la pratique. Simultanément, le quotidien passera de 8 à 4 pages. Cette formule est demandée par des lecteurs ouvriers et petits-paysans qui préfèrent un plus petit quotidien, qu'ils pourront lire en entier, et qu'ils paieront moins cher. Il se trouve que cette mesure est aussi de nature à nous aider à surmonter nos difficultés dans le triple domaine de la rédaction, de l'impression et de l'administration déjà signalé. Le prix d'HR quotidien sera ramené de 1,50 F à 1 F. Cette modification sera l'occasion d'une sensible augmentation de la présence en kiosque, évidemment dans les conditions difficiles déjà exposées.

Le tirage sera pour le moins triplé : un effort plus important sera soutenu dans la région parisienne, d'office, et, suivant les demandes des militants et lecteurs, en province, notamment dans les grandes villes.

Mesures nouvelles dont nous attendons beaucoup. HR quotidien sortira non plus cinq mais six jours par semaine (donc aussi le samedi matin), et il deviendra un quotidien du matin (actuellement il est en kiosque à Paris vers 15 heures ; il sera en kiosque à Paris comme en province dès le matin c'est-à-dire pour la capitale vers les 6 heures et pour la province vers les 9 heures au plus tard).

Des affiches publicitaires, et d'autres moyens d'agitation-propagande, seront éditées dans le but de soutenir cette nouvelle bataille de «l'Humanité rouge».

Un mot encore sur nos difficultés : nous avons déjà exposé que nous ne saurions tenir le coup si 500 000 à 600 000 francs lourds (50 à 60 millions d'anciens francs) ne venaient renforcer chaque année nos rentrées d'abonnements et de ventes. Or, cette année, la souscription est fort mal partie : les objectifs fixés n'ont pas été atteints aux dates prévues, ni dans des délais relativement favorables. Nous recherchons en ce moment les explications concrètes de ce phénomène, qui ne correspond pas aux progrès de l'influence de notre ligne politique, notamment parmi les ouvriers et les petits-paysans. Nous n'inventerons pas les raisons de ce recul, mais nous comptons sur nos militants et nos lecteurs pour nous aider à les discerner de manière juste et efficace.

Si nous ne voulons pas recourir à un véritable appel de détresse, comme nous le fimes par le passé dans des conditions similaires, pour remporter une nouvelle victoire grâce à la mobilisation immédiate de tous, cela ne doit pas nous interdire de placer chacun de nos camarades, chacun de nos lecteurs devant la réalité de cette situation.

Il y a quelques amis qui se consolent de ces circonstances considérant qu'elles traduisent le sort actuel de l'ensemble de la presse, condamnée à d'importantes régressions sinon à disparaître complètement, par la télévision. Nous ne pouvons partager ce point de vue, car nous devons partir d'une position de classe, d'une position politique. Or, qui contrôle les chaînes de télévision ? Qui contribue à distiller chaque jour son poison idéologique et politique auprès de 15 à 20 millions de téléspectateurs ? La bourgeoisie. Qui voit-on chaque soir, aux informations, ou lors d'émissions spéciales, sur le petit écran ? Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Chirac, d'Ornano, Mitterrand, et, largement favorisé par certain chaîne qui croit préparer l'avenir, Georges Marchais ! Une brochette de politiciens bourgeois que n'opposent que leurs rivalités pour la détention du pouvoir et de ses énormes avantages multiples en régime capitaliste.

Aussi considérons-nous «l'Humanité rouge» comme une arme indispensable pour combattre les effets idéologiques et politiques de la télévision, particulièrement dans les rangs de la classe ouvrière. Il va sans dire que nous envisageons de revenir dans le plus court délai possible à 8 pages, voire à 12 pages, mais nous ne pouvons pas échapper à la nécessité immédiate de «reculer» si nous voulons assurer les possibilités ultérieures d'avancer.

Camarades et amis, c'est à vous d'agir pour que vive, progresse et triomphe votre journal de classe, votre journal révolutionnaire prolétarien, «l'Humanité rouge» ! Sans vous, nous qui signons cet article au nom des organismes de direction de notre journal, nous ne pourrions rien, absolument rien. Aussi plaçons-nous en vous notre inflexible confiance ; encore une fois, tous ensemble, nous gagnerons ces nouvelles batailles qui préparent les plus grandes batailles pour ouvrir dans notre pays la voie de la Révolution prolétarienne, et contribuer à l'inéluctable victoire de la Révolution mondiale !

Jacques Jurquet,
Directeur politique

Suzanne Marty
Directrice de publication



DES HANDICAPES DECIDES A LUTTER

Contre toute discrimination et pour améliorer leur condition

La conférence de presse était organisée par le Comité de lutte des handicapés (CHL), le Mouvement de défense des handicapés (MDH), les stagiaires du centre Valentin Haüy, la Confédération des grands aveugles, sourds, grands infirmes et personnes âgées (CGASGIPA). Cette multiplicité d'organisations témoigne d'une unité et d'une volonté de lutte accrue de nombreux travailleurs handicapés.

Les participants ont annoncé pour le 5 mars une manifestation de protestation à une nouvelle journée d'«enquête nationale» pour handicapés. Ils ont également dénoncé une fois de plus la «loi d'orientation des handicapés».

«Nous refusons d'être des mendiants malgré nous» a déclaré l'un des représentants des handicapés. Le pouvoir devrait assurer aux handicapés des conditions de vie décentes. Au lieu de cela il en fait une catégorie à part, les traite en «inférieurs», les surexploite. Il veut se dédouaner et se faire passer pour un bienfaiteur

en faisant appel, une fois par an, à une charité paternaliste.

Les handicapés manifestent une réprobation de plus en plus massive pour une telle mendicité et refusent en majorité d'y participer. C'est pourquoi les associations «officielles» telles que l'Association des paralysés de France (APF) sont obli-

gées de faire quêter de jeunes enfants et de critiquer elles-mêmes, mais après coup, le système des quêtes. Leur complaisance à l'égard du pouvoir est facile à comprendre puisqu'il permet de gérer les «centres pour han-

ditionnement de tels centres, mais encore, elles pourront ouvrir elles-mêmes des ateliers spécialisés qui reproduiront le «ghetto» au sein même de l'entreprise.

Par ailleurs, les ressources des handicapés qui ont pourtant des besoins spécifiques supplémentaires, seront plafonnées à 90 % du SMIC «maximum».

Revendications des handicapés

Les organisations présentes exigent notamment :

— une éducation gratuite



Des handicapés exigent d'avoir accès aux transports en commun.

dicapés» et leur distribue les sommes collectées qui représentent pour l'APF 400 millions, soit le tiers de son budget.

Loi d'orientation : ségrégation et rentabilité renforcées

Cette loi votée en 1975 et dont les décrets sont loin d'être tous parus prévoit que les enfants suspects d'handicaps seront triés dès leur plus jeune âge par des commissions qui les orienteront vers une «éducation spécialisée», située en marge de l'Éducation nationale et relevant du ministère de la Santé.

Si les parents n'acceptent pas, ces commissions auront le pouvoir de suspendre les allocations versées aux parents. La loi d'orientation prévoit aussi d'accroître la ségrégation des travailleurs handicapés dans les ghettos que sont les centres spécialisés :

— centre d'aide par le travail pour handicapés jugés non rentables, où le salaire varie de 50 à 200 F

— ateliers protégés exigeant une rentabilité d'au moins 70 % (par rapport à la «normale») pour des salaires allant de 200 à 700 F.

Non seulement les entreprises ne seront plus tenues à l'obligation d'embaucher des handicapés si elles sub-

laique et obligatoire en milieu normal

— une formation dans des centres relevant de la FPA avec les autres travailleurs

— d'autres mesures telles que l'accessibilité aux transports en commun.

Elles insistent sur le fait que la lutte des handicapés concerne tous les travailleurs. Le problème des handicapés qui sont 3,5 millions en France n'est pas un problème marginal. Un grand nombre d'entre eux le sont devenus à la suite d'accidents du travail (100 000 par an) liés aux cadences et au manque de sécurité ou aux accidents de la route. Même les handicapés «de naissance» sont liés dans une proportion importante aux conditions de grossesse et d'accouchement dans une société dont la loi fondamentale est la loi du profit.

Fait nouveau : un nombre croissant d'handicapés s'engage dans la lutte, malgré tout le poids du paternalisme et de l'apolitisme que la bourgeoisie leur oppose comme un carcan. Un stagiaire du centre de formation Valentin Haüy a ainsi relaté la lutte qui s'y est déroulée récemment pour obtenir notamment la libre circulation jusqu'à 24 heures et l'assouplissement du règlement intérieur qui empêche de recevoir toute personne, même des parents dans sa chambre.

HISTOIRE D'UN CHOMEUR

Il y a deux ans, L. était licencié alors qu'il était délégué syndical et membre de la CGT.

C'était absolument illégal et l'Union locale le laissa faire sans aucune riposte.

Certes L. toucha les 90 % pendant quasiment un an, mais jamais il n'obtint de nouveau travail.

Les indemnités tombaient aux 12 F quotidiens !

Toutes les portes se sont fermées : lorsqu'il se présente, quelqu'un a déjà été pris ou bien c'est le «on écrira». Il avait beau se présenter bien avant l'heure inscrite dans l'annonce de demande d'emploi. Les Assedic lui proposèrent enfin un travail de jardinier à 40 km sans aucun moyen de communication ! L'affaire impossible !

D'autre part, il devait supporter des réflexions et des accusations de feignant, il faut dire que les révisionnistes furent les premiers à lancer de telles injures.

Durant l'été, il fut l'un des animateurs d'un comité de défense de familles menacées d'expulsion (ce comité empêcha l'expulsion) qui popularisa cette lutte pendant la fête (on dit ici la ducasse) du village.

Le maire irrité envoya pour déloger le stand les flics qui repartirent «Gros Jean comme devant», devant la détermination du camarade.

Il se permit alors de le calomnier devant plusieurs personnes en le traitant de feignant. L. dit qu'il accepterait tout travail mais que tout le monde lui en refusait. Comme il y avait plusieurs chômeurs qui soutenaient le camarade, le mai-

re se radoucit et lui promit de lui en trouver. Quelques temps après, la mairie lui donnait à curer un fossé qui servait d'égoût, un travail infect et très pénible. Il lui fallait travailler enfoncé dans la boue jusqu'aux cuisses, au milieu des insectes, dans une odeur pestilentielle parmi les ronces !

Les gens offusqués venaient lui porter à boire et le soutenir. Ce travail dura deux semaines et il toucha... 470 F.

Et puis depuis plus rien !

Comment peut-on payer un loyer avec 12 F par jour ! Les derniers temps accablé par les injures et découragé de ne pouvoir trouver aucun travail, il est tombé malade et dut être hospitalisé. Physiquement très malade (il en avait été réduit à manger des conserves avariées) et moralement abattu, il reçut à l'hôpital une espèce d'assistante sociale venue de l'hôpital psychiatrique pour soignant «aider les chômeurs malheureux». Au bout de quelques minutes d'entretien, elle demanda depuis combien de temps il était au chômage.

Lorsqu'il répondit «depuis deux ans», elle se leva et partit en affirmant qu'elle n'avait rien à faire des gens qui ne voulaient pas travailler !

Voilà l'État capitaliste, pendant ce temps, les révisionnistes distribuaient des tracts de leur opération Vérité Espoir alors qu'ils sont parmi les premiers à accabler L.

Pourtant les militants de base ont manifesté leur soutien au camarade.

Correspondant HR

Besançon

Les travailleurs du C.A.T. en lutte contre les licenciements

En 1975, les travailleurs handicapés et le personnel d'encadrement du CAT (*) de Besançon (au nombre respectivement de 180 et 80) avaient mené une longue grève. Les travailleurs handicapés avaient obtenu le droit d'être payés au SMIC et de pouvoir se syndicaliser dans les faits (à la CFDT).

Aujourd'hui sous prétexte de «mauvaise gestion» le conseil d'administration veut fermer le CAT pour imposer le licenciement des travailleurs d'encadrement et de certains handicapés et pour pouvoir imposer à nouveau des salaires inférieurs.

La police a convoqué plusieurs travailleurs tandis que FO condamne à la radio et à la télévision régionale l'attitude inqualifiable de la CFDT. Les travailleurs du CAT dénoncent les mesures de licenciements et de répression prises par un conseil d'administration dont le président est un adjoint du maire «socialiste», candidat aux élections municipales. Ils sont décidés à lutter contre les licenciements et contre la diminution du SMIC.

CAT : Centre d'Aide par le Travail

Seveso

Les travailleurs protestent contre les dangers de la dioxine

300 ouvriers et techniciens ont débrayé à Seveso. Participant aux opérations de décontamination, ils protestent contre le manque de contrôle sanitaire. Par ailleurs, les employés de la mairie de Seveso, située en dehors du «périmètre interdit» refusent d'y travailler avant de connaître le résultat des analyses sur la présence éventuelle de dioxine. Ils ont de sérieuses raisons de faire preuve de prudence, car l'expérience a montré que les autorités n'avaient pas hésité, à de multiples reprises, à sous-estimer l'importance de la catastrophe au risque de mettre la population en danger.

AMITIES FRANCO-CHINOISES LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE SAMEDI 5 MARS AU CLB (FRANC MARCHE) : BEAUVAIS

- 16 h : Compte-rendu de voyage
 - 17 h 30 : Diapositives sur la famille
 - 18 h : Film : «Jeunes instruits dans les zones rurales»
 - 18 h 30 : Expo. Diapos
 - 20 h 30 : Film : «Les usines»
 - 21 h 30 : Débat sur la situation actuelle
- En permanence : ateliers et jeux gratuits pour les enfants.

PEKIN INFORMATION
1 an-52 Nos-21 F



Lou-Grenoble

MENACES SUR L'EMPLOI

Les ouvrières doublement exposées aux coups du patron et des directions syndicales

Tout laisse à penser que Lou se prépare à licencier massivement le personnel (actuellement 650 employés, en grande majorité des ouvrières. En 1975, la direction avait déjà licencié 60 femmes. En novembre 1976, une grève de 5 jours avait finalement abouti à faire céder le patron sur la prime de fin d'année qu'il refusait de donner (mais il a retenu aux grévistes les jours de grève).

Depuis un mois, on «re-structure»... C'est-à-dire qu'on déplace et qu'on déclassé les ouvrières les moins «rentables» de l'atelier de piquage à l'atelier de rangement. Le bureau d'études a été purement et simplement supprimé et les employés qui ne sont pas par-

ties d'elles-mêmes (licenciements déguisés) ont été envoyées aux ateliers.

Le 22 février, trois ouvrières «insuffisamment productives (!)» ont reçu un avertissement avant licenciement, par lettre recommandée. Les heures syndicales sont, depuis la grève de novembre, épluchées et supprimées du salaire dès que les déléguées dépassent, si peu que ce soit, le temps syndi-

cal imparti (cela n'était pas pratiqué les années précédentes). La direction a refusé le mois dernier de payer l'acompte de la quinzaine des ouvrières.

Enfin, de peur de voir tomber les cadences, le patron (Bellanger, dernier en date des propriétaires de l'usine qui a été 4 fois en liquidation judiciaire !) nie les licenciements massifs que le personnel prévoit à plus ou moins bref délai.

C'est dans cette ambiance d'inquiétude, d'insécurité, de misère (les salaires très bas et au rendement font 1 800 F maximum), face aux menaces, aux mesures d'intimidation, aux licenciements déguisés, alors qu'on pousse les travailleuses à partir en les déclassant... que font les dirigeants syndicaux ?

Ils attendent : ils disent : «Ça va barder quand la direction va licencier massivement !»... Mais pendant une réunion de délégués du personnel, le délégué CGT (seul homme parmi 20 femmes) dirige la réunion, met l'accent sur «la dimension des placards» (question d'importance majeure comme on le voit) et répète que «ça va barder» !

Les déléguées sont muettes devant lui, il monopolise la parole.

Combien de déclassés ? Combien de licen-

Télévision

A propos de la violence

Propagande pour la répression contre les travailleurs

MARDI 20 h 30

ANTENNE 2

LES DOSSIERS DE L'ECRAN

«L'incident» : débat La sécurité des citoyens face à la violence

Le film : américain bien sûr, sur une agression dans le métro. Tiens ! Ce film montre les jeunes «voyous» qui terrorisent les voyageurs d'une rame sur une toute une ligne de métro.

Le réalisateur s'attache à peindre la terreur et la tension qui augmente progressivement au cours du voyage dans la rame de métro dont les agresseurs ont bloqué les portes.

Le débat portera sur la sécurité des citoyens face à la violence. Cette émission fait partie de la campagne orchestrée par la bourgeoisie sur la sécurité des citoyens.

Bien sûr, on va partir du point de vue que dans «le monde moderne» l'homme retrouve des réactions primaires et que la violence est devenue une composante de la vie contemporaine.

Mais quelle violence ? La violence de quelle classe ? Or il suffit d'ouvrir les yeux pour voir sur les murs de Paris des affiches avec ce texte : «Mon premier souci, c'est la sécurité des Parisiens» signé Chirac.

Le 22 c'était Ponia qui organisait une nouvelle opération coup de poing dans les Yvelines. Toujours pour protéger les citoyens. «Coup de poing en banlieue pour... deux arrestations» titrait l'Humanité de jeudi (encore

un coup pour rien !).

Le dénommé Claude Larribeau terminait son article ainsi : «Se retrouver 1 200 une nuit, le temps d'une opération publicitaire ne leur fait pas oublier leur lamentable situation quotidienne. Dans les Yvelines, ils ne sont habituellement, et dans le meilleur des cas, que 400 pour assurer les missions de sécurité. Dans le Val d'Oise, 250. Encore faut-il tenir compte pour avoir une vue plus précise des «effectifs opérationnels», des maladies, des vacances, du personnel mobilisé pour «Police-secours», pour la garde des personnalités, des détenus hospitalisés, etc.».

Une occasion de plus pour le PCF de demander un renforcement de la police. Alors que la police, c'est la police de la bourgeoisie, qui lui permet de maintenir son exploitation sur les travailleurs. La sécurité des Français c'est la sécurité des exploités qui tremblent devant les luttes de la classe ouvrière. Rappelons-nous le projet de loi sur la fouille des voitures que Poniatowski se prépare à nous resservir un de ces jours. Les révisionnistes, quant à eux, se préparent à exploiter les travailleurs pour leur propre compte.

Ils demandent un renforcement de l'autorité des maires sur la police dans les municipalités.

Ce sont les révisionnistes qui, en Italie, avec leur service d'ordre ont agressé les étudiants en lutte.

Ce que prépare la bourgeoisie de droite comme de

gauche, c'est la répression politique de masse contre les travailleurs qui refusent de faire les frais de la crise.

MARDI 20 h 30, FR 3 AVENTURES Le clan des irréductibles

Encore un film américain ! c'est le déferlement ! C'est le mythe des pionniers.

Une vieille famille de bûcherons de l'Oregon, les Stampers, possède sa propre entreprise d'abattage de bois. Elle vit sous la domination d'Henry, le patriarche. Comme il fallait s'y attendre à la télévision : cette famille refuse de s'associer à la grève des bûcherons syndiqués et continue de livrer le bois qui lui a été commandé.

Le contraire aurait été étonnant. Voilà les héros que met en scène la bourgeoisie : des jaunes, des briseurs de grève ! Là-dessus se greffe une histoire sentimentale. Lesland, fils d'un second mariage d'Henry le patriarche revient, il supporte mal le climat possessif du clan et «sympathise» avec Vic, la femme de son frère.

Les héros sont des personnages de western avec des airs de durs, individualistes. On a des scènes dans ce genre : un des héros va avec une scie découper la maison en bois du syndicat, montrée avec tout le relief nécessaire aux grandes actions d'éclat. C'est l'apologie de l'individualisme et du passéisme, sauce yankee.

la France des luttes

SETIM-NIMES

LES OUVRIERS NE FERONT PAS LES FRAIS DE LA CRISE

Communiqué de la CFDT-SETIM

«Depuis maintenant plusieurs mois, le personnel de la société SETIM, entreprise nimoise spécialisée dans la construction de groupes électrogènes et l'électricité industrielle et employant un effectif de 85 personnes, est plongé dans la plus complète incertitude pour ce qui concerne son emploi dans l'avenir.

En effet, au cours des années 1975-1976, la situation financière de la société n'a cessé de se dégrader. Les salaires des derniers mois de 1976 n'ont été versés que de façon épisodique à ce jour, le personnel n'a perçu qu'un faible acompte de sa paye du mois de janvier sans que la direction puisse garantir le paiement du solde dans un proche avenir, et cette situation déjà catastrophique ne fera que s'aggraver avec l'échéance du salaire de février. Faut de matière première, la fabrication était pratiquement arrêtée depuis début décembre 1976.

D'autre part, il s'avère que les cotisations URSSAF ne sont pas à jour, loin s'en faut ; que les cotisations de retraites complémentaires et de mutuelle (pour les ETAM et cadres), pourtant en partie prélevées sur les salaires, n'ont peu ou pas été versées aux organismes chargés de les percevoir et ce, depuis de nombreuses années. Pire, pour la plupart du personnel ETAM et cadre et une partie du personnel ouvrier, n'est pas inscrit auprès de caisses de retraite.

Que fait la direction ?

Tout d'abord, elle envisageait début décembre 76, un dépôt de bilan pur et simple, puis s'étant ravisée elle élabore un plan de redressement en faisant appel à des capitaux extérieurs et demande au personnel de collaborer à ce plan en n'entretenant aucune action qui puisse nuire aux négociations.

Cela fait plus de 2 mois que ces soi-disant négociations se prolongent sans qu'il soit possible à la direction de dire si elles ont quelques chances d'aboutir, et si en cas d'accord, la totalité du personnel sera maintenue dans son emploi.

Devant cette situation qui n'en finit plus de se prolonger, le personnel décidait, par un vote à bulletins secrets, de se mettre en grève, à compter du 14 février 77. NB : Précisons que la CFDT a appelé à une journée de solidarité sur le lieu de la grève, le 24 février. Et que la direction locale CGT a refusé de se joindre à cette action.

SOFEE-PERPIGNAN

PAS UN SEUL LICENCIEMENT

Les 100 travailleurs de la SOFEE (salaire, filtration, épuration, environnement) se sont mis en grève le 15 février pour lutter contre la menace de fermeture de l'entreprise. Déjà il y a eu 8 licenciements le mois dernier : maintenant ce sont tous les travailleurs qui sont menacés de chômage. Cette situation est intolérable et les travailleurs sont décidés à ne pas se laisser faire.

Les actions engagées jusqu'ici ont été des démarches auprès des pouvoirs publics (préfecture, conseil général, mairie). Le conseil général du département a déclaré que l'entreprise repartirait à zéro, ce qui signifie de nombreux licenciements de travailleurs.

Après les nombreux licenciements à la dynamiterie de Paulilles et aux mines de Batère, c'est maintenant la SOFEE entreprise de pointe en énergie solaire qui licencie.

Quand on sait la situation déjà catastrophique de l'emploi dans les Pyrénées orientales, on comprend qu'il est dans l'intérêt de tous les travailleurs privés ou non d'emploi, de se solidariser avec la lutte des travailleurs de la SOFEE.

Déjà une popularisation et un soutien financier s'organisent dans la région. Cet aspect de la lutte est important pour permettre aux travailleurs d'établir le rapport de force nécessaire à la victoire.

Correspondant HR avec des ouvriers de l'entreprise.



ciements déguisés ? Combien de lettres individuelles d'avertissement ? Et face à ces exactions, que font les directions syndicales... rien !

Travailleuses de chez Lou c'est entre vos mains et dans votre solidarité que réside votre force ! C'est vous qui arracherez vos droits au patron !

NON à tout licenciement, NON à toute mesure d'intimidation !

NON au plan Barre qui restructure, NON au Programme commun qui étouffe les luttes ouvrières pour mieux gérer le capitalisme le moment venu !

Correspondant HR



L'Humanité Rouge

LES TROIS MONDES (1)

Dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la situation se caractérisait d'abord par l'existence d'un camp socialiste, regroupant l'URSS ainsi que les autres pays socialistes.

Son autre caractéristique était la domination sans partage des USA sur tous les autres pays impérialistes notamment en Europe et au Japon. Dans les colonies, l'impérialisme US avait bien souvent pris la place des anciennes puissances dominantes.

Enfin, dans les colonies, les luttes pour l'indépendance prenaient un nouvel essor.

LE PRODUIT DES TRANSFORMATIONS DE LA SITUATION MONDIALE

Au cours de toute cette période, l'impérialisme américain a constitué l'ennemi commun et numéro un de tous les peuples du monde.

Voyons quelles sont les transformations qui se sont produites :

1) Les luttes des peuples et pays colonisés ont connu un développement extraordinaire et ont infligé de très lourdes pertes à l'impérialisme. Un grand nombre de ces pays ont conquis leur indépendance politique et ont infligé des défaites à l'impérialisme en recourant à la lutte armée.

2) L'Union soviétique, de pays socialiste qu'elle était, s'est transformée en une puissance impérialiste. De ce fait, le camp socialiste s'est désagrégé. Certains pays se sont transformés en des colonies de ce nouvel impérialisme. D'autres pays ont continué sur la voie du socialisme.

3) Les pays d'Europe et le Japon ont secoué la domination complète que leur imposait les USA. C'est ainsi que s'est constituée la Communauté économique européenne.

4) L'impérialisme américain s'est trouvé affaibli par toutes ces transformations. Ce sont ces modifications qui ont donné naissance aux trois mondes actuels.

Quels sont-ils ?

LE TIERS MONDE

Il est constitué de la grande majorité des pays du monde, regroupant environ 80 % de la population mondiale. Tous ces pays ont une caractéristique commune : celle d'avoir connu ou de connaître encore la domination impérialiste. Cette domination et ce pillage ont eu pour conséquence de maintenir ces pays dans le sous-développement. Leur économie se caractérise par la domination de l'agriculture. Ils recèlent également la majeure partie des ressources en matières premières de la terre. Ce sont des pays en voie de développement. Ce sont ces traits généraux qui fondent leur unité.

Mais, évidemment, ces pays connaissent également une grande diversité. Certains sont des pays socialistes, comme la Chine. Les pays socialistes du tiers monde se sont affranchis de la domination impérialiste et de l'exploitation de l'homme par l'homme, la classe ouvrière y est au pouvoir.

D'autres peuples luttent toujours pour la conquête de l'indépendance politique, les armes à la main. C'est notamment le cas aujourd'hui du peuple palestinien et

des peuples d'Afrique australe.

Quelques pays du tiers monde sont toujours maintenus à l'état de colonies pures et simples. C'est notamment le cas des pays toujours occupés par l'impérialisme français.

Mais dans la majorité des cas, ce sont des bourgeoisies nationales qui sont au pouvoir. Afin de consolider leur propre pouvoir, elles sont obligées, à des degrés divers, de s'opposer à l'impérialisme qui veut maintenir le pillage de leurs pays et leur interdit tout développement indépendant.

A l'égard des peuples de ces pays, elles ont recours à des niveaux différents, à l'exploitation et la répression. Dans plusieurs de ces pays existent des organisations marxistes-léninistes qui mènent la lutte contre la domination impérialiste et contre la réaction intérieure.

Au cours de ces dernières années, la tendance a été au développement constant de la lutte des pays du tiers monde contre la domination impérialiste et au renforcement de l'unité dans cette lutte. Si bien que le tiers monde est devenu aujourd'hui la force principale dans la lutte contre l'impérialisme, pour la révolution mondiale.

LES DEUX SUPERPUISSANCES

L'URSS et les USA sont aujourd'hui les deux seuls pays impérialistes ayant les moyens de rivaliser pour l'hégémonie mondiale. L'impérialisme US conserve d'importantes positions dans la plupart des régions du monde notamment en Europe où il effectue la majeure partie de ses investissements à l'étranger.

Il intervient dans la vie intérieure de différents pays, suscitant parfois des coups d'état, afin de préserver sa domination. Il exerce des pressions multiples, notamment en Europe, afin de contrôler certains secteurs de l'économie. Mais la caractéristique de l'impérialisme US est d'être un impérialisme sur le déclin. Au cours de ces dernières années il a dû abandonner plusieurs de ses positions et a reculé dans d'autres. Il a pour objectif principal de maintenir sa domination et sa présence là où elle existe.

L'URSS quant à elle, est une puissance impérialiste jeune, récemment apparue. Au cours de plusieurs années, sa zone de domination était maintenue pour l'essentiel dans l'Europe de l'Est dont la majorité des pays ont été transformés en colonies. L'intervention armée en Tchécoslovaquie a montré de façon tout à fait claire la volonté de l'URSS de maintenir cet état de choses.

Mais l'URSS veut étendre sa zone de domination, elle exige un repartage du monde en tant que nouvelle puissance impérialiste. D'ores et déjà, elle a multiplié les interventions, notamment dans le sous-continent indien, en Afrique, au Moyen-Orient afin d'y établir ses positions.

Mais c'est surtout l'Europe de l'Ouest qui l'intéresse, par son énorme potentiel industriel et sa main-d'œuvre. En vue d'imposer à sa rivale US ce nouveau repartage du monde, l'URSS a développé considérablement ces dernières années son potentiel militaire rejoignant et dépassant les USA dans certains domaines. Elle prépare une guerre d'agression contre les pays et les peuples d'Europe de l'Ouest afin d'en faire sa zone de pillage et de domination. Des deux superpuissances, elle est la plus dangereuse.



Les peuples arabes sont prêts à défendre leurs ressources naturelles du pillage impérialiste.

LE SECOND MONDE

Le second monde est constitué quant à lui des pays ayant la caractéristique d'avoir une industrie développée. Il regroupe la majeure partie des pays d'Europe, notamment tous les pays d'Europe de l'Ouest, ainsi que le Japon et le Canada.

Ces pays, dans lesquels la bourgeoisie est partout au pouvoir et exploite les peuples, présentent un double caractère. Pendant longtemps, ce sont des pays qui ont été au premier rang des puissances impérialistes et ils continuent à entretenir à l'égard des pays du tiers monde des rapports de domination. Ils veulent

continuer à les piller. C'est dans la logique de ces pays qui restent des pays impérialistes.

Mais ils présentent également un second aspect qui les caractérise. Ils sont à des degrés divers l'objet de la domination, des pressions, des ingérences des deux superpuissances. Par leurs richesses industrielles, leur main-d'œuvre, ces pays sont l'objet de convoitises des deux superpuissances.

Le social-impérialisme notamment veut placer leur économie sous sa coupe et se livrer à l'exploitation de leurs travailleurs pour son propre compte.

Tels sont les grands traits de la situation du monde actuel.

LA METHODE DE LENINE

La méthode utilisée par le président Mao pour définir l'existence de trois mondes est dans le prolongement de la méthode utilisée autrefois par Lénine pour analyser la situation internationale, notamment lors du 2^e Congrès de l'Internationale communiste.

Cette méthode, Lénine l'a définie comme étant « la distinction entre les nations opprimées et les nations qui oppriment ». C'est cette méthode qu'utilisa l'Internationale communiste pour analyser la situation internationale après la 1^{ère} guerre mondiale et qui la conduisit à distinguer 3 sortes de pays.

Une première catégorie de pays dominés et pillés regroupant d'abord les pays coloniaux et semi-coloniaux mais également les pays ayant été vaincus et réduits à l'état de colonies. Il s'agissait notamment de la Russie, l'Allemagne, et l'Autriche-Hongrie. Les pays de cette première catégorie étaient de deux sortes : les uns agricoles, les autres industrialisés. A ce sujet, l'Internationale déclarait : « Devant l'impérialisme vainqueur de l'Entente s'est ouvert un champ illimité d'exploitation coloniale, commençant au Rhin, embrassant toute l'Europe centrale et orientale, pour finir à l'océan Pacifique. Est-ce que le Congo, la Syrie, l'Égypte et le Mexique peuvent entrer en comparaison avec les steppes, les forêts et les montagnes de la Russie, avec les forces ouvrières, avec les ouvriers qualifiés d'Allemagne ? »

Dans une seconde catégorie de pays, l'Internationale communiste rangeait

ceux qui, bien que faisant partie des pays impérialistes vainqueurs, étaient néanmoins sortis de la guerre dépendants d'impérialismes plus puissants. C'était notamment le cas de la France et de l'Italie. C'est ce que l'Internationale appelait les « vaincus du camp des vainqueurs ».

Venait enfin une troisième catégorie de pays qui étaient sortis renforcés de la première guerre mondiale et qui avaient placé sous un contrôle plus ou moins serré tous les autres pays. Il s'agissait du Japon et surtout de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Lénine résumait cette situation mondiale en ces termes : « Cela nous donne, en ses traits généraux, le tableau du monde tel qu'il apparaît après la guerre impérialiste. Un milliard et quart d'hommes dans les colonies opprimées, les pays démembrés comme la Perse, la Turquie, la Chine ; et les autres pays vaincus, réduits à l'état de colonies. Un quart de milliards d'hommes, tout au plus, pour les pays qui se sont maintenus tombés sous la dépendance économique de l'Amérique et qui, durant toute la guerre, furent sous sa dépendance militaire, car la guerre s'est étendue à tout l'univers et n'a permis à aucun pays de rester neutre en fait. Enfin, l'on compte encore un quart de milliards d'habitants, tout au plus, dans les pays dont bien entendu, seul le haut du panier, seuls les capitalistes ont profité du partage du globe. (Discours devant le 2^e Congrès de l'Internationale communiste). »